

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) RC commun aux quatre lots

Acheteur

État – Ministères de l’Aménagement du territoire et de la Transition Ecologique

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfet de la Gironde par décret
du 11 janvier 2023

Objet de la consultation

RN 147 déviation de Lussac-les-Châteaux et Mazerolles

Contrôle extérieur des travaux

Lot 1 : mission de contrôle extérieur topographique

Lot 2 : mission de contrôle extérieur ouvrage d’art

Lot 3 : mission de contrôle extérieur terrassement, assainissement, chaussée

Lot 4 : mission de contrôle extérieur de signalisation horizontale et d’équipement

Remise des offres

Date et heure limite de réception : 26 mai 2025 à 12h00 (heure locale de l'adresse de
l'acheteur)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	<u>3</u>
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	<u>3</u>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>3</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>3</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>3</u>
2-4. Variantes.....	<u>4</u>
2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	<u>4</u>
2-6. Cadre de la négociation.....	<u>4</u>
2-7. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>4</u>
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>4</u>
2-9. Délai de validité des offres.....	<u>4</u>
2-10. Propriété intellectuelle.....	<u>4</u>
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	<u>4</u>
2-12. Clauses sociales et environnementales.....	<u>5</u>
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	<u>6</u>
3-1. Solution de base.....	<u>6</u>
3-2. Variantes.....	<u>9</u>
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES.....	<u>10</u>
4-1. Sélection des candidatures.....	<u>10</u>
4-2. Examen des offres.....	<u>10</u>
4-3. Méthode de notation des offres.....	<u>11</u>
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	<u>12</u>
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	<u>13</u>
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	<u>13</u>
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	<u>14</u>

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations concernent la réalisation de contrôles extérieurs en phase travaux.

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Lussac-les-Châteaux, Mazerolles, Civaux, Gouex (86)

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'accord-cadre à bons de commande est allotie, la consultation porte sur 2 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	Mission de contrôle extérieur topographique
Lot 2	Mission de contrôle extérieur ouvrage d'art
Lot 3	Mission de contrôle extérieur terrassement, assainissement, chaussée,
Lot 4	Mission de contrôle extérieur de signalisation horizontale et d'équipement

2-3. Nature de l'attributaire

l'accord-cadre à bons de commande sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2-6. Cadre de la négociation

Sans objet

2-7. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée de l'accord-cadre à bons de commande et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours pour tous les lots ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres pour chacun des lots.

2-10. Propriété intellectuelle

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité pour chacun des lots.

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il est attendu du titulaire qu'il réalise une information collective par année de contrat ayant pour objectif de faire découvrir à un public rencontrant des difficultés sociales et/ou d'insertion professionnelles les métiers intervenant pour la réalisation de ce marché ; le titulaire devra être en mesure de présenter l'entreprise, le volet RH ou autres sujétions administratives ainsi que le volet technique des métiers.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, la Facilitatrice Clauses Sociales, représentante de la Mission Locale Rurale du centre Sud Vienne se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Pascale Bodin représentante de la Mission Locale Rurale Centre Sud Vienne Fonction : Facilitatrice Clauses Sociales	06 83 49 27 57 – pascale.bodin@mlrcsv.com
--	--

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

S'agissant de la clause environnementale

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les conditions d'exécution de l'accord cadre comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- le titulaire devra privilégier les échanges dématérialisés pour la production de documents de travail remise au MOE ou au MOA. Les rapports finaux seront transmis en 2 exemplaires papier.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur sous la référence **2025-RN147-LUSSAC-Cext-travaux**.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataire(s) doit(nt) être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP n°2025-CCAP-C-exterieur-travaux du 13 janvier 2025) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cadre du Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) ;
- Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Les déclarations de travaux effectuées auprès du téléservice du guichet unique et les réponses des exploitants ;

3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Les candidats sont autorisés à répondre à tous les lots.

Le dossier à remettre par chaque candidat concernant le lot pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Pour le lot n°1, la justification de l'inscription à l'ordre des géomètres experts en application de la loi n°46-942 du 07 mai 1946 .

Dans le cas où un candidat ne serait pas en capacité de fournir cette justification, sa candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

- Situation propre :
 - Dume, ou formulaire DC1, dûment renseigné avec nom et qualité du signataire habilité à engager l'entreprise.

- Formulaire DC2, dûment renseigné comportant, en sus des rubriques obligatoires, les documents et renseignements demandés ci-dessous dans les rubriques relatives aux capacités des candidats.
- Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le candidat.
- Attestation d'assurance.
- En cas de groupement, le DC2 doit être produit par chaque membre.

- Capacité économique et financière – références requises :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles.
 - Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation. Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

- Référence professionnelle et/ou capacité technique – références requises :
 - La présentation d'une liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 3 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et précisent si elles ont été menées régulièrement à bonne fin. – Une liste de références du candidat en matière de prestations équivalentes à la présente consultation, ainsi que les garanties professionnelles reconnues dans le domaine considéré par la présente consultation.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements mentionnés ci-dessus que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administrées par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit. Le candidat est également dispensé de transmettre la liste mentionnée à condition de l'avoir déjà délivré au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation. La liste déjà transmise doit demeurer valable et le candidat doit indiquer, au pouvoir adjudicateur, la référence de la consultation pour laquelle le document a déjà été transmis.

dans un autre sous dossier :

– **Un projet de marché** comprenant :

- L'acte d'engagement (un par lot) : cadre ci-joint à compléter, **dater et signer électroniquement** conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le DQE (un par lot): cadre ci-joint à compléter sans modification. Dans le cas d'un

groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

- Le bordereau des prix (un par lot), cadre ci-joint à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre du bordereau des prix.

- Une décomposition, cadre ci-joint à compléter, du/des prix forfaitaire(s) :

Lot 1 : 201, 206

Lot 2 : 103, 201

Lot 3 : 103, 201

Lot 4 : 103, 201

- Un sous-détail, cadre ci-joint à compléter, du/des prix unitaire(s) :

Lot 1 : 203

Lot 2 : 202, 203, 204, 1605, 1703

Lot 3 : 501, 1105

Lot 4 : 2307

– Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

1. Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) cadre ci joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en oeuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ) :

– **l'organisation générale** présentant de façon claire la composition de l'équipe, l'organigramme détaillé avec indication du nom et des références de l'ingénieur chef de projet désigné pour le suivi et l'exécution du marché (qui sera l'interlocuteur du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage), ainsi que les CVs détaillés des intervenants principaux mettant en évidence leurs compétences, la répartition des tâches et compétences des différents intervenants, ainsi que les sous-traitants envisagés le cas échéant et leurs principales références ;

– **les moyens techniques et matériels** à mettre en œuvre pour les essais laboratoire seront explicités, ainsi que le matériel topographique (pour le lot 1) en justifiant de l'adéquation de ces moyens avec les prestations à réaliser ;

– **la présentation de la gestion de la qualité de la prestation**, notamment le contrôle interne et externe des prestations, la gestion des interfaces, les points d'arrêt, les circuits de vérification et de diffusion ;

– **l'organisation spécifique du candidat pour assurer la disponibilité et la réactivité** nécessaires à la réalisation des prestations : le candidat détaillera l'organisation qu'il compte mettre en œuvre pour être réactif et assurer le respect des délais d'intervention.

Pour les interventions dont le délai est inférieur à 24 heures, le candidat détaillera l'organisation qu'il compte mettre en œuvre pour assurer la plus grande réactivité en phase travaux.

Le PAQ deviendra contractuel à la signature du marché.

2. Une notice technique détaillant :

- **la méthodologie de réalisation des prestations** qui explicitera, par type de tâche, la procédure et la chronologie des différentes étapes, les moyens affectés à la tâche.
- **une note hygiène et sécurité** indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail, notamment les mesures particulières à mettre en œuvre pour les interventions potentielles en bordure de voie sous circulation

3-1.3. Fourniture de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du Code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-7.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce, avant la notification du marché. À défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES

L'acheteur commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Examen des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

L'acheteur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le titulaire.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
C1. « Le prix des prestations » apprécié au vu du détail estimatif	40 %
C2. « La valeur technique des prestations » appréciée au vu du contenu du mémoire technique.	60 %

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le DQE, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du DQE sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce DQE seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du DQE qui sera pris en compte.

En cas de discordance constatée dans le BPU, les indications portées sur le DQE, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du BPU sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce BPU seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront

informés.

4-3. Méthode de notation des offres

La notation C1 correspondant au critère C1 « Prix des prestations », arrondie au centième, est obtenue comme suit :

$$C1 = (\text{montant offre moins-disante} / \text{montant offre candidat}) * 20$$

La notation C2 correspondant au critère C2 « valeur technique des prestations », arrondie au centième, sera déterminé sur la base d'une note maximale de 20 et calculée de la façon suivante :

- ▶ application d'un coefficient d'appréciation (cf. tableau n°1) à chaque valeur de sous- critère d'appréciation du mémoire technique (cf tableau n°2) ;
- ▶ somme des valeurs ainsi obtenues.

Tableau n°1

Appréciation des éléments		Coefficient d'appréciation
Élevé	Document très complet et détaillé sur l'ensemble des spécificités de l'accord cadre, qui apporte des éléments très pertinents sur la bonne appréhension des difficultés du marché.	1
Correct	Document complet couvrant les principales spécificités de l'accord cadre et qui apporte des éléments pertinents sur l'appréhension des difficultés et leur résolution.	0,75
Acceptable	Documents montrant une analyse sérieuse de l'accord cadre mais n'apportant pas de réponses pleinement pertinentes et/ou complètes sur quelque(s) point(s) important(s).	0,5
Insuffisant	Document montrant une analyse superficielle de l'accord cadre et/ou se limitant à reprendre des documents standards.	0,25
Absence de document	Absence d'information ou information hors sujet.	0

La notation C2 correspondant au critère C2 « Valeur technique des prestations ».

Les offres seront évaluées au vu du mémoire technique en fonction des 3 sous-critères suivants (total sur 20 points) :

N°	Sous-critères	Pondération (Nb de points maximum)
1	<u>Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) cadre ci joint à compléter servant de support pour</u>	2

	<p>l'établissement et la mise en oeuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ) :</p> <p>l'organisation générale présentant de façon claire la composition de l'équipe, l'organigramme détaillé avec indication du nom et des références de l'ingénieur chef de projet désigné pour le suivi et l'exécution du marché (qui sera l'interlocuteur du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage), ainsi que les CVs détaillés des intervenants principaux mettant en évidence leurs compétences, la répartition des tâches et compétences des différents intervenants, ainsi que les sous-traitants envisagés le cas échéant et leurs principales références ;</p>	
	– les moyens techniques et matériels à mettre en œuvre pour les essais laboratoire seront explicités, ainsi que le matériel topographique (pour le lot 1) en justifiant de l'adéquation de ces moyens avec les prestations à réaliser.	1
	– la présentation de la gestion de la qualité de la prestation, notamment le contrôle interne et externe des prestations, la gestion des interfaces, les points d'arrêt, les circuits de vérification et de diffusion ;	3
	<p>– l'organisation spécifique du candidat pour assurer la disponibilité et la réactivité nécessaires à la réalisation des prestations : le candidat détaillera l'organisation qu'il compte mettre en œuvre pour être réactif et assurer le respect des délais d'intervention.</p> <p>Pour les interventions dont le délai est inférieur à 24 heures , le candidat détaillera l'organisation qu'il compte mettre en œuvre pour assurer la plus grande réactivité en phase travaux.</p> <p>Le PAQ deviendra contractuel à la signature du marché.</p>	4
2	– la méthodologie de réalisation des prestations qui explicitera, par type de tâche, la procédure et la chronologie des différentes étapes, les moyens affectés à la tâche.	8
3	– une note hygiène et sécurité indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail, notamment les mesures particulières à mettre en œuvre pour les interventions potentielles en bordure de voie sous circulation	2

Note globale

La note globale de l'offre est égale à la somme pondérée des notes de chaque critère, arrondie au centième :

$$Ng = C1 \times 40 \% + C2 \times 60 \%$$

L'offre ayant obtenu la valeur la plus élevée sera classée première et jugée par conséquent l'offre économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'acheteur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **2025-RN147-LUSSAC-Cext-travaux**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé .

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, uniquement par voie matérielle (courrier, remise en main propre).

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique

électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté.

Ministère de la transition écologique et de la Cohésion des territoires
SG/DAJCP
15 rue Arthur Ranc - 86000 Poitiers
Copie de sauvegarde pour : 2025-RN147-LUSSAC-Cext-travaux
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :
« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1 .

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

☐ ANNEXE N° 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SCHEMA ORGANISATIONNEL DU PLAN D'ASSURANCE QUALITE(S.O.P.A.Q.)

CADRE TYPE

ENTREPRISE :

ADRESSE :

Référence du Marché :

Date :

P R E A M B U L E

Le Plan d'Assurance Qualité définit les dispositions générales adoptées par l'entreprise.
Les rubriques suivantes devront impérativement faire l'objet de réponses précises ou d'engagements de la part des candidats, éventuellement co-signés par les fournisseurs ou producteurs concernés.
L'ensemble des réponses apportées à chacune des rubriques constituera le Schéma Organisationnel du Plan Assurance Qualité (SOPAQ). **Ce document devient contractuel à la signature du marché.**

Ces réponses, indispensables au choix du mieux-disant, seront examinées de manière rigoureuse pour l'application du critère de jugement «Valeur Technique» prévue par l'article 4 du Règlement de Consultation.

1. PRÉSENTATION DU TITULAIRE –ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE À DEVELOPPER UNE DEMARCHE QUALITE

Rappel de l'objet du marché, la désignation du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre, du coordonnateur SPS ;
Identification de l'entreprise ou du groupement d'entreprise (raison sociale, adresse) ;
Désignation du mandataire ;
Déclaration d'engagement du titulaire à mettre en œuvre l'organisation et les moyens pour respecter les engagements contractuels du marché, objet de la consultation et développer une démarche qualité.

2. ORGANISATION GÉNÉRALE DUCHANTIER

Organisation des études d'exécution ;
Plan des installations de chantier ;
Zones prévues pour le stockage de matériaux et pour l'implantation d'éventuelles centrales ;
Synthèse des tâches à effectuer, coordination des différents intervenants ;
Toute information nécessaire à l'appréciation de l'offre (mouvement des terres prévisionnel, cadences envisagées, ...) ;
L'organisation spécifique du candidat pour assurer la disponibilité et la réactivité nécessaires à la réalisation des prestations : le candidat détaillera l'organisation qu'il compte mettre en œuvre pour être réactif et assurer le respect des délais d'intervention.
Pour les interventions dont le délai est inférieur à 24 heures , le candidat détaillera l'organisation qu'il compte mettre en œuvre pour assurer la plus grande réactivité en phase travaux.

3. MOYENS AFFECTÉS AU CHANTIER

Moyens humains : l'organisation générale présentant de façon claire la composition de l'équipe, l'organigramme détaillé avec indication du nom et des références du responsable technique désigné pour le suivi et l'exécution du marché (qui sera l'interlocuteur du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage), la répartition des tâches et compétences des différents intervenants, ainsi que les sous-traitants envisagés le cas échéant et leurs principales références ;

Moyens techniques et matériels à mettre en œuvre pour les essais laboratoire seront explicités, ainsi que le matériel topographique (pour le lot 1) en justifiant de l'adéquation de ces moyens avec les prestations à réaliser. Le candidat devra mettre en évidence les moyens techniques et matériels mis en place pour respecter les délais d'intervention contraints du marché ;

Tâches sous-traitées, identification et assurance qualité des sous-traitants.

4. PRINCIPALES FOURNITURES

Informations concernant les principales fournitures du chantier (provenance, fournisseur, fiche produit, ...) ;
Engagement qualité vis-à-vis des fournisseurs ;
Engagement qualité vis-à-vis des produits.

5. MESURES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

Dispositif de sécurité selon les tâches à réaliser ;
Mesures d'hygiène et de prévention envisagées sur le chantier ;
Dispositions envisagées quant aux accès et aux installations de chantier.

6. DOCUMENTS DE SUIVI DE LA QUALITÉ

Modalités et procédures d'exécution des principales tâches à réaliser ;
Gestion du PAQ et cadres des documents de suivi (fiches de contrôle, non conformité, demande d'agrément, d'adaptation et les circuits de vérification et de diffusion) ;
Identification des points critiques et des points d'arrêt et la gestion des interfaces ;
Organisation des contrôles (contrôles internes et externes)

NB :

Une attention particulière sera portée sur le respect, par le candidat, de la structure de SOPAQ proposée ci-dessus ainsi que sur la clarté des informations y figurant.